

ne trouve-t-il pas que c'est triste que quelque 27 milliards de dollars de fonds publics servent à assurer le service d'une dette publique qu'il a contribué lui-même à créer en appuyant les précédents ministres des Finances, y compris le chef actuel de son parti? Ne trouve-t-il pas cela affligeant? Pourrait-il faire les calculs nécessaires et nous dire combien de télescopes nous pourrions acheter si nous n'étions pas obligés d'assurer le service de la dette publique? Pourrait-il faire ces calculs et continuer de s'attrister de l'énormité des 27 milliards de dollars que nous devons payer en intérêt? Voilà pourquoi nous n'avons pas 50 millions de dollars à investir dans un télescope.

• (1710)

**M. Hopkins:** Monsieur le Président, nous avons déjà entendu ces déclarations à la Chambre. Je pourrais rétorquer au député que la dette nationale a beaucoup augmenté sous le gouvernement actuel. De combien a-t-elle augmenté, de 75 ou de 100 milliards? De combien aura-t-elle augmenté lorsque nous parviendrons à nous débarrasser du parti au pouvoir? Qui paiera pour assurer le service de ses dettes? Les Canadiens se rendent compte que le gouvernement a commis des bévues. Qui va payer les intérêts sur les millions de dollars que le gouvernement a dépensés pour doter d'une prison la circonscription du premier ministre? Le gouvernement a dû emprunter de l'argent s'il est toujours endetté et si son budget continue d'être déficitaire. Le gouvernement n'est pas en train d'équilibrer le budget de notre pays et il ne devrait pas tenter de le faire croire aux Canadiens.

Le député a dit que nous ne pouvions pas trouver 50 millions de dollars pour un télescope. Ce faisant, il a démontré qu'il ne savait pas ce qu'il disait. Nous ne demandons pas 50 millions de dollars pour acheter un télescope. Nous demandons 12 millions de dollars pour rénover un observatoire et tout l'ensemble que nous avons déjà. Nous n'allons pas nous rendre à l'étranger et y dépenser encore 10 ou 12 millions de dollars pour acheter un télescope qui ne se trouve même pas en territoire canadien. Qu'est-ce qui ne va pas avec le gouvernement? N'est-il pas heureux des sciences et des techniques, ainsi que de la façon dont les Canadiens les ont développées au pays? A mon avis, le député devrait avoir honte de créer une dette pareille et de susciter un tel scandale par une participation financière à l'étranger. Maintenant, nous n'avons pas même d'observatoire au Canada pour rapatrier nos scientifiques.

Avant de me rasseoir, je tiens à répéter, car le député n'écoutait probablement pas, qu'au début des années 1980, nous avons été témoins au Canada et en Occident de la pire crise économique au monde en 50 ans.

**M. Lanthier:** Que vous avez provoquée.

**M. Hopkins:** Écoutez-le. Il nous prête de bien grands pouvoirs s'il croit que nous avons créé le chômage et la récession aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest et au Japon. C'est bête de sa part de le penser. Il viendra se plaindre ensuite que le Canada n'a pas de poids. Il faut dire

### Le budget—M. Hopkins

qu'il improvise drôlement lorsqu'il m'interrompt de son siège et accuse les Canadiens de causer toute cette destruction. Allons donc!

**M. Lanthier:** Vous avez créé cette situation.

**M. Hopkins:** Le problème était d'envergure internationale. Si le député voulait être honnête, il l'admettrait. Si le député de York-Scarborough voulait être honnête, il admettrait que nous devons faire face à un problème international. Le gouvernement libéral y a fait face, mais pas au détriment des pauvres, des personnes à revenu moyen et des chômeurs. Nous avons pris soin d'eux, ce qui explique une partie des intérêts que nous devons payer aujourd'hui.

**Une voix:** Pour un montant de 200 millions.

**M. le vice-président:** Un peu de calme.

**M. Hawkes:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Nous avons dix minutes pour poser des questions et faire des observations après le discours du député, mais il prend tout son temps exprès pour nous empêcher de lui poser des questions pertinentes. Les députés mettent sur le tapis des sujets comme le pénitencier dans la circonscription du premier ministre. Nous construisons le pénitencier pour les deux tiers du coût, par cellule, du dernier établissement carcéral que le gouvernement du député a fait ériger au Nouveau-Brunswick. Il ne veut pas que ce fait soit connu. Il ne veut pas nous laisser rappeler l'affolement du vérificateur général quand il a constaté que le gouvernement précédent avait perdu tout contrôle sur les dépenses. Ce sont des vérités comme celles-là que le député veut nous empêcher de dire et je fais appel au Règlement pour demander qu'on mette fin à cette obstruction en lui coupant la parole.

**M. le vice-président:** La période de questions et réponses se poursuit avec le député d'Ottawa-Ouest (M. Daubney).

**M. Daubney:** Monsieur le Président, je pourrais relever un grand nombre de points de l'intervention du député. Je voudrais cependant éclaircir le dernier concernant le télescope qu'il a fait valoir pendant la minute supplémentaire.

Il a certainement laissé entendre que c'est le gouvernement actuel qui a décidé de participer à la construction du télescope d'Hawaï. Ce n'est pas du tout le cas. En tant que membre du comité permanent des sciences et de la technologie, je peux dire que cette décision a été prise par le gouvernement qu'il a soutenu pendant des années, celui de Pierre Elliott Trudeau.

C'est en 1978 ou 1979, je crois, que le gouvernement a décidé de faire participer le Canada à la construction de ce télescope en haut d'une montagne des îles Hawaï. L'emplacement se prête admirablement à l'observation des étoiles et je ne conteste pas la décision prise par le gouvernement de l'époque. Je tiens toutefois à signaler au député que ce n'est pas notre gouvernement qui l'a prise. C'est le gouvernement qu'il a appuyé et si cela lui causait des inquiétudes, il aurait dû les lui faire connaître à ce moment-là.